

INAMA
NKENGUZAMATEKA

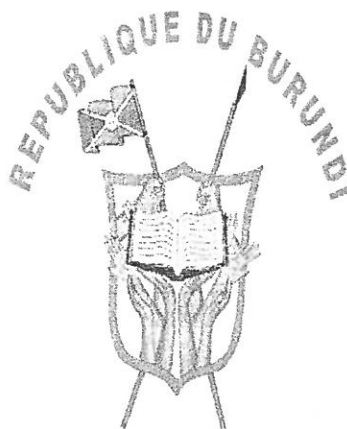
SENAT

dresse : Av. du Peuple Murundi
B.P. : 114 Gitega
Tél : (+257) 22 40 50 08
22 40 50 23

Site Web : www.senat.bi
e-mail : info@senat.bi

N. Réf : SNB/ COM.III/.../2026

*Commission permanente chargée
des questions économiques, des
finances, du budget, de
l'environnement, des questions
sociales, de la jeunesse, des sports
et de la culture*



Gitega, le 18/6. /2026

Objet : Transmission d'un rapport

Au Très Honorable Président du Sénat
à
Gitega

Très Honorable Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe à la présente, le rapport d'analyse par la Commission permanente chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, des questions sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture du **projet de loi n°1/... du.../.../2026 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2026-2027.**

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Très Honorable Président, l'assurance de ma très haute considération.

**POUR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE
DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES, DES FINANCES,
DU BUDGET, DE L'ENVIRONNEMENT, DES
QUESTIONS SOCIALES, DE LA JEUNESSE, DES
SPORTS ET DE LA CULTURE ;**

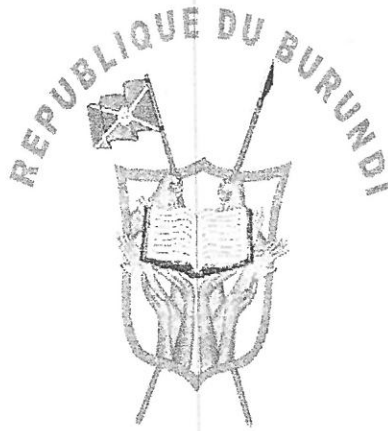
Sénatrice Imelde SABUSHIMIKE, Présidente.

INAMA
NKENGUZAMATEKA

Adresse : Avenue du Peuple
Murundi
B.P. : 114 Gitega
Tél : (+257) 22 40 50 08
22 40 50 23
Site Web : www.senat.bi
e-mail : info@senat.bi

N. Réf : SNB/ COM. III/ ... /2026

Commission permanente chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, des questions sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture



SENAT

LEG. VII / RAP N°24

Le 18 juin 2026

RAPPORT D'ANALYSE PAR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES, DES FINANCES, DU BUDGET, DE L'ENVIRONNEMENT, DES QUESTIONS SOCIALES, DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE DU PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026 PORTANT FIXATION DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2026-2027

I. INTRODUCTION

En dates du 3 au 7 juin 2026, du 09 au 12 juin 2026 et du 15 au 18 juin 2026 ; les sénateurs membres de la Commission permanente chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, des questions sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture se sont réunis pour analyser de loi dont l'objet est repris ci-haut.

La séance du 18 juin 2026 a été marquée par la présence du Ministre des finances, du budget et de l'économie numérique qui avait représenté le Gouvernement pour éclairer les sénateurs sur les aspects les plus importants du projet de loi.

Les documents ci-après ont été utilisés lors de l'analyse dudit projet de loi :

- la Constitution de la République du Burundi ;
- la loi organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant modification de la loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux finances publiques ;
- le projet de loi sous sa version gouvernementale, son exposé des motifs et le plan de travail et budgets annuel (PTBA) ainsi que les annexes ;
- le rapport commentaire de la Cour des comptes ;
- les lois visées dans ledit présent projet de loi.

II. INTERET DU PROJET DE LOI

Le présent projet de loi de finances portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027 est un acte juridique qui autorise le Gouvernement à prélever les recettes publiques au moyen de l'impôt et à exécuter les dépenses publiques et détermine la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte.

Sa préparation s'inscrit dans une logique de budgétisation pluriannuelle orientée vers la performance et prend en compte les orientations et les recommandations du Parlement lors de la présentation du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2026-2027 à 2028-2029.

En outre, il vise à soutenir la mise en œuvre des actions et politiques sectorielles susceptibles de favoriser une croissance vigoureuse et durable en consolidant les acquis de la réforme du budget programme en cours d'implémentation depuis l'exercice 2023-2024.

III. CONTENU DU PROJET DE LOI

Outre son exposé des motifs, le projet de loi portant fixation du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027 se subdivise en 6 titres comptant 277 articles répartis comme suit :

- le titre I indique le niveau des ressources et les plafonds des dépenses courantes et d'investissement du budget général ainsi que son équilibre et comprend 4 articles (de l'article 1 à l'article 4) ;
- le titre II traite des dispositions générales portant sur la gestion des dépenses et des ressources et se subdivise en 66 articles (de l'article 5 à l'article 70) ;
- le titre III développe les dispositions de collecte des recettes et comporte 130 articles (de l'article 71 à l'article 200) ;
- le titre IV reprend les dispositions régissant les dépenses et compte 9 articles (de l'article 201 à 209) ;
- le titre V fait mention des dispositions relatives aux exonérations et comporte 23 articles (de l'article 210 à l'article 232) ;
- le titre VI est consacré aux dispositions diverses et comprend 45 articles (de l'article 233 à l'article 277).

Le total des ressources (recettes et dons) du budget de l'Etat passe de 5 015 690 387 074 de BIF en 2025-2026 à 6 296 037 770 453 de BIF en 2026-2027, soit une augmentation de 25,53 %.

Les dépenses totales du budget général de l'Etat passent de 5 351 432 090 358 de BIF en 2025-2026 à 6 737 418 004 032 BIF en 2026-2027, soit une augmentation de 25,90 %.

α

Le déficit global du projet de loi de finances pour l'exercice 2026-2027 s'élève à 441 380 233 579 BIF contre 335 741 703 284 de BIF du budget 2025-2026, soit une augmentation de 31,46 %.

Ce déficit est expliqué par la hausse du budget alloué à l'investissement selon les priorités retenues par le Gouvernement pour relancer l'économie nationale, à l'amélioration des infrastructures publiques et à la mise en œuvre effective de la politique salariale équitable.

Le financement qui permet d'équilibrer la loi de finances 2026-2027 est de 441 380 233 579 BIF.

A cet effet, le financement extérieur net s'élève à -103 877 318 871 BIF alors que le financement intérieur net est de 545 257 552 450 BIF. Ainsi, la loi des finances pour l'exercice 2026-2027 se présente en équilibre.

En annexe du projet de loi se trouvent les tableaux de ventilation des dépenses par programme ou dotation sur les ressources nationales, les PTBA des communes, des hôpitaux et des sociétés et établissements publics à caractère industriel, commercial ou social.

IV. QUESTIONS POSEES AU REPRESENTANT DU GOUVERNEMENT ET LES REPONSES FOURNIES

QUESTION 1 :

Au niveau de l'exposé des motifs du présent projet de loi de finances pour l'exercice 2026-2027, au paragraphe 1, il est mentionné que ce projet de budget s'intègre dans une logique de budgétisation pluriannuelle orientée vers la performance et qu'il est préparé sur base du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) couvrant l'horizon allant 2026-2027 à 2028-2029.

Ensuite, il est indiqué qu'il prend en compte les orientations et recommandations du Parlement émises lors du débat d'orientation budgétaire sur le document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2026-2027 à 2028-2029 intervenu au mois d'avril 2026.

Néanmoins, nous constatons que ce projet de budget ne prévoit nulle part la directive de prévoir un fonds de soutien des investisseurs agricoles qui était la 13^{ème} recommandation du Sénat.

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous donner les raisons qui ont fait que cette recommandation ne soit pas prise en compte lors de la préparation de ce projet de loi de finances 2026-2027 ?

Réponse :

Le Document de Programmation Budgétaire et Economique Pluriannuelle (DPBEP) est un document élaboré sur une base triennale et glissante qui renseigne entre autres les priorités stratégiques et le cadre des dépenses à moyen terme. Dans cette logique, le budget de l'exercice 2026-2027 s'inscrit dans le DPBEP 2026-2029, et suite aux nombreuses priorités concurrentes face aux recettes limitées, les priorités doivent s'inscrire dans cette logique triennale. De ce fait, tout en reconnaissant l'importance de la place d'un fonds de soutien des investisseurs agricoles comme un levier important pour soutenir le secteur et la croissance

économique, la mise en place de ce fonds s'inclut dans cette période triennale afin de bien analyser ses mécanismes opérationnels. Toutefois, dans le court terme, le Gouvernement compte fournir une facilité aux investisseurs agricoles via le CRDB en leur octroyant des crédits à un taux réduit grâce aux fonds de l'Etat disponibles au niveau de cette Banque. Ce mécanisme permettra de répondre aux besoins des investisseurs agricoles sans toutefois faire la pression sur les finances publiques en évitant le creusement du déficit.

QUESTION 2 :

Au niveau de l'exposé des motifs, au chapitre des grandes allocations prioritaires retenues dans la loi de finances 2026-2027 sur les ressources nationales, au niveau du ministère des ressources minières, énergétiques, de l'industrie, du commerce et du tourisme, nous constatons que ce projet de budget 2026-2027 prévoit (page 18-19) :

- appuyer les coopératives minières par acquisition des équipements supplémentaires d'exploitation minière pour un montant de 16 milliards de BIF ;
- acheter les équipements modernes pour la recherche géologique pour un montant de 15,3 milliards de BIF;
- Opérationnaliser le guichet unique d'autorisation des permis d'exploitation des minerais (GUEM) PHASE I pour un montant de 1,1 milliards de BIF.

Cependant, ce projet de budget 2026-2027 ne prévoit nulle part les frais liés au paiement de l'indemnité d'expropriation pour les propriétaires et à la remise en état des surfaces physiques des terres qui sont souvent endommagées par les opérations d'exploitation des minerais.

Monsieur le Ministre,

- a. Pourriez-vous nous dire où sont comptabilisés les frais d'expropriation en faveur des propriétaires des terres sous exploitation minière ?**
- b. Qu'en est-il de la prise en charge des dépenses liées à la remise en état des surfaces physiques des sols après les opérations d'exploitation des minerais ?**

Réponse a et b :

Les frais d'expropriation ou d'indemnisation sont supportés par l'exploitant conformément aux dispositions de l'article 105 de la Loi n°1/19 du 04 août 2023 portant modification de la Loi n°1/21 du 15 octobre 2013 portant Code Minier du Burundi ou d'autres conventions minières applicables. Aussi, selon les mêmes dispositions, l'exploitant est tenu de veiller au respect de l'environnement et de réhabiliter les sites d'exploitation minière.

- c. Eu égard à ces investissements que le Gouvernement continue à faire dans le secteur minier, pourriez-vous nous décrire l'évolution des recettes issues des minerais sur ces 5 dernières années ?**

Réponse :

Les réalisations et prévisions des recettes sur les minerais pour les 5 dernières années se présentent ainsi :

Année budgétaire	2021-2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025	2025/2026 (fin avril pour les réalisations)
<i>Prévisions</i>	<i>13 939 922 247</i>	<i>14 936 934 963</i>	<i>31 894 929 732</i>	<i>32 263 487 552</i>	<i>148 513 464 882</i>
<i>Réalisations</i>	<i>4 631 844 720</i>	<i>3 897 631 812</i>	<i>6 259 315 844</i>	<i>13 576 471 745</i>	<i>20 284 000 812</i>
<i>Taux de réalisation (%)</i>	<i>33,2%</i>	<i>26,1%</i>	<i>19,6%</i>	<i>42,1%</i>	<i>13,7%</i>

QUESTION 3 :

Au niveau de l'exposé des motifs du présent projet de loi, il est mentionné que le déficit de la loi de finances 2026-2027 s'élève à 441,3 milliards de BIF contre 335,7 milliards BIF en 2025-2026.

Cependant, les réalisations du déficit budgétaire en 2022-2023, 2023-2024 et 2024-2025 ont été respectivement de 619,30 milliards de BIF ; 903,44 milliards de BIF et 851,43 milliards de BIF.

Monsieur le Ministre, au regard du comportement du taux de réalisation en dépassement du déficit sur les trois derniers exercices budgétaires et cela principalement à cause du faible niveau de décaissement des dons projets, pourriez-vous nous dire sur quoi vous fondez l'espoir de réaliser un déficit de 441,3 milliards de BIF pour l'exercice 2026-2027 ?

Réponse :

Pour réaliser le déficit prévu pour l'exercice 2026-2027 sans dépassements, le Gouvernement entend mettre en œuvre des stratégies visant le renforcement de la discipline budgétaire par le maintien de l'équilibre entre les recettes et les dépenses.

Il s'agit notamment des diverses mesures et réformes en cours et celles nouvellement introduites pour l'exercice 2026-2027 qui visent l'élargissement de l'assiette fiscale, l'optimisation de la collecte des recettes, la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption d'une part ainsi que celles visant une gestion efficace, efficiente et rigoureuse des dépenses d'autre part.

Dans une approche anticipative, les recettes qui ont affiché une contre-performance au cours des exercices antérieures ont connu des prévisions beaucoup plus prudentes pour l'exercice

2026-2027 notamment pour ce qui est de certains produits non fiscaux et exceptionnels. Cela va contribuer également à une gestion budgétaire efficace.

Pour ce qui est des recettes en dons, le Gouvernement entend mettre en œuvre plusieurs stratégies pour atteindre les prévisions fixées à 1 773 690 705 456 BIF pour l'exercice 2026-2027, notamment :

- Améliorer le taux d'exécution physique et financière des projets financés par les dons afin de satisfaire aux conditions de décaissement convenues avec les bailleurs ;*
- Accélérer les procédures de passation des marchés et d'exécution des projets pour éviter les retards qui freinent les tirages ;*
- Renforcer les mécanismes de suivi-évaluation et de coordination des projets financés sur ressources extérieures ;*
- Consolider la bonne gouvernance, la transparence et la reddition des comptes dans la gestion des ressources publiques afin de maintenir la crédibilité du pays auprès des bailleurs de fonds.*

QUESTION 4 :

Selon l'article 32 du présent projet de loi, tous les ministères et institutions doivent fournir au plus tard le 05 du deuxième mois de chaque trimestre, un état détaillé des effectifs de leurs employés en service et leur affectation en mettant en évidence le personnel décrété et celui concerné par le remboursement du prêt -bourse.

Ils sont également tenus de transmettre au ministère en charge des finances, un état récapitulatif des mouvements de personnel, détaillant les entrées et sorties intervenues dans leurs départements et ce, au plus tard le 05 du deuxième mois de chaque trimestre. Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de rapportage.

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous expliquer l'applicabilité de cette disposition ?

Réponse :

L'article 32 du projet de loi de finances 2026-2027 est pleinement applicable grâce à l'ordonnance ministérielle conjointe prise par le Ministre en charge des Finances et le Ministre en charge de la Fonction Publique. Cette ordonnance va préciser les modalités pratiques de rapportage et institue un mécanisme de suivi rigoureux.

➤ Rapportage trimestriel des effectifs

Chaque ministère et institution doit transmettre, au plus tard le 05 du deuxième mois de chaque trimestre, un état détaillé des employés en service et leur affectation du trimestre précédent (format de rapport comme partie intégrante de l'ordonnance conjointe ministérielle).

Ce rapport va distinguer le personnel sous statut, sous contrat, ainsi que les catégories (direction, collaboration, exécution).

➤ Identification du personnel décrété et de celui concerné par le remboursement du prêt-bourse

Les ministères doivent fournir un état séparé du personnel décrété et de celui concerné par le remboursement du prêt-bourse (format de rapport comme partie intégrante de l'ordonnance conjointe ministérielle). Cette distinction permet de fiabiliser les prévisions budgétaires et d'assurer la transparence des engagements de l'Etat.

➤ *Suivi trimestriel des mouvements*

Pour chaque trimestre le 05 du deuxième mois, un rapport trimestriel des mouvements de personnel (entrées, sorties, mobilités internes et externes) doit être transmis au Ministère en charge des finances avec copie au Ministère en charge de la fonction publique (format de rapport comme partie intégrante de l'ordonnance conjointe ministérielle). Ce suivi permet d'anticiper l'impact budgétaire des recrutements et départs et de maîtriser la mobilité du personnel en temps réel.

➤ *Transmission électronique et responsabilité*

Les rapports doivent être transmis en format Excel aux adresses officielles du Ministère en charge des finances avec copie au Ministère en charge de la fonction publique, qui vont être indiquées dans l'ordonnance conjointe ministérielle. Les responsables des ressources humaines seront envisagés pour la responsabilité pour ce qui est du respect des délais.

En conclusion, cette disposition est donc immédiatement applicable et vise à instaurer une discipline budgétaire, une gestion transparente des ressources humaines et une responsabilité accrue des gestionnaires. Elle constitue un outil essentiel pour fiabiliser les prévisions salariales et garantir la soutenabilité des finances publiques.

QUESTION 5 :

L'article 40 de ce projet de loi dispose qu'une dissociation en crédit d'engagement et en crédit de paiement est opérée pour permettre une meilleure visibilité et continuité dans la gestion des dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales et s'exécutant sur une durée de plus d'une année.

Monsieur le Ministre,

- a) pourriez-vous expliquer pourquoi vous vous bornez aux dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales, en ignorant les dons et les prêts extérieurs ?**

Réponse :

En principe, la budgétisation en crédits d'engagement (CE) et en crédits de paiement (CP) s'applique à l'ensemble des projets d'investissement pluriannuels, quelle que soit leur source de financement (ressources intérieures ou financements extérieurs), dès lors que ces projets sont intégrés au budget de l'État et exécutés selon les règles budgétaires nationales.

Cette technique de budgétisation a été introduite dans une démarche progressive, en commençant par les dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales. Sa mise en œuvre effective sera rendue possible par le déploiement du nouveau Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP_BI), adapté au budget-programme. Ce système

permettra de présenter, dans la loi de finances, les crédits des dépenses d'investissement selon une double autorisation budgétaire : les crédits d'engagement et les crédits de paiement.

b) En anticipant un peu, à l'article 275 pourriez-vous expliquer pourquoi le PTBA des projets financés par les partenaires au développement n'est pas classé parmi les annexes faisant partie intégrante de la présente loi ?

Réponse :

Conformément à l'article 34, alinéa 10 de la loi organique relative aux finances publiques au Burundi, tout autre document jugé utile peut être demandé en complément aux annexes au Projet de loi de finances. A ce titre, le PTBA des projets financés par les partenaires au développement constitue l'annexe au Projet de loi de finances 2026-2027, ces PTBA sont alignés aux piliers de la vision et aux programmes budgétaires.

QUESTION 5 :

Au niveau de l'article 41 du présent projet de loi, il est mentionné qu'au titre de la gestion budgétaire 2026-2027, les achats de biens et services sont directement effectués auprès des producteurs, des fabricants ou des concepteurs sans passer par les marchés publics.

Monsieur le Ministre, ne voyez-vous pas une entorse par rapport aux dispositions pertinentes du code des marchés publics et aux principes des dépenses publiques ?

Réponse :

Les dispositions de cet article ne constituent pas une dérogation générale aux dispositions du Code des marchés publics. Elles visent spécifiquement certaines catégories de biens qui seront spécifiées par une ordonnance du Ministre en charge des Finances.

QUESTION 6 :

Selon l'article 148 du présent projet de loi, par dérogation à l'annexe de la loi n°1/05 du 20 février 2020 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière, le point IV est modifié comme suit : « Le tarif pour toute inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré est fixé à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé. »

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous expliquer pourquoi vous avez enlevé le plafonnement qui était dans la loi des finances 2025-2026 modifiée (article 140) ?

Réponse :

La disposition de cet article abolit le plafonnement jugé injuste parce que la catégorie dont le montant d'inscription est supérieur à 50 000 000 ne paie rien comme frais d'inscription hypothécaire, de renouvellement ou de transfert d'hypothèque alors que le service rendu est le

même. Cette mesure vise à instaurer l'équité fiscale entre les contribuables se trouvant dans les mêmes conditions.

QUESTION 7 :

L'article 164 du présent projet de loi dispose qu'au titre de la gestion budgétaire 2026-2027, il est instauré un système de redevance ad valorem dans le secteur de la pêche avec une prévision de recettes de 30 milliards de BIF (cf. « Compte 7233838 Redevance ad valorem du secteur de la pêche », page 79).

Ce même article précise aussi qu'un contrat de partenariat public-privé entre le promoteur et l'Etat du Burundi, représenté par le ministre en charge des finances, détermine les modalités de collecte et de partage de cette redevance.

Monsieur le Ministre, pour juger du réalisme de cette prévision des recettes à ce compte, pourriez-vous nous donner les chiffres qui vous auraient indiqués l'effectif de pêcheurs et/ou de sociétés de pêche qui vont s'acquitter de cette redevance ?

Réponse :

Au niveau de cet article, l'adoption d'un système de redevance dans le secteur de la pêche basé sur la valeur des prises « redevance ad valorem », constitue une réforme réaliste et à fort impact pour le pays. Cette réforme permettrait d'accroître les recettes issues de ce secteur tout en favorisant une exploitation responsable et durable des ressources halieutiques, dans une logique de partenariat public-privé.

Cette prévision de 30 milliards a été seulement calculée sur base de la production annuelle de poissons et non sur l'effectif des pêcheurs ou des unités de pêche artisanale. Signalons que, selon l'enquête cadre de 2024, le nombre des unités de pêche artisanale était de 6788 unités tandis que la production annuelle de poisson en 2025 était de 20050 tonnes dont 15502 tonnes du Lac Tanganyika et 4548 tonnes des Lacs du nord.

Pour être réaliste, seules les espèces commerciales du Lac Tanganyika dont le Mukeke et Ndagala ont été prises en compte, ce qui donne évidence que la redevance escomptée surpassera les prévisions de 30 milliards.

QUESTION 8 :

L'article 217 du présent projet de loi dispose que les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérées d'impôt sur le revenu. Ce même article poursuit en disant que les plus-values réalisées lors de la cession des titres du Trésor sur le marché secondaire sont également exonérées de cet impôt.

Monsieur le Ministre,

- a) pourriez-vous nous expliquer la valeur ajoutée de cette mesure d'exonérer les intérêts sur les bons et obligations du Trésor et sur leurs plus-values lors de la cession des titres du Trésor sur le marché ?**

2

Réponse :

L'exonération des intérêts et des plus-values sur les bons et obligations du Trésor vise à réduire le coût de financement de l'État, à renforcer l'attractivité de ces titres publics et à élargir la base des investisseurs.

L'exonération permet aux investisseurs d'accepter un rendement nominal sur les titres du Trésor plus faible, puisque leurs revenus ne sont pas imposés, ce qui réduit le taux d'intérêt que l'État doit offrir pour emprunter.

b) Ne voyez-vous pas que cet état de fait viole le principe selon lequel toute personne qui gagne un revenu doit payer l'impôt ?

Non. Ce principe fiscal n'exclut pas l'existence d'exonérations lorsque celles-ci poursuivent un objectif d'intérêt général. Pour le cas d'espèce, il s'agit d'inciter les investisseurs à participer activement au financement du budget tout en gardant la valeur de ses investissements. L'instauration de cette imposition emmènerait ces investisseurs à demander ses intérêts plus élevés ce qui constituerait un fardeau pour le trésor public.

c) Que pensez-vous de l'ouverture aux opérations de ventes de bons et obligations du Trésor au grand public, tout niveau de revenus confondu ?

Réponse :

C'est une nouvelle mesure qui vient avec l'opérationnalisation du marché des capitaux du Burundi comme une ouverture du marché des titres du trésor au grand public. Cette ouverture favorise l'inclusion financière, la mobilisation de l'épargne nationale et l'élargissement de la base des investisseurs. Dans le cadre des réformes économiques en cours, il est prévu de réduire le montant minimum de souscription aux titres du Trésor afin de les rendre accessibles à un plus grand nombre de citoyens et de renforcer le développement du marché financier domestique. Au bout de six mois, le Gouvernement pourra évaluer l'attrait du public pour le marché et ainsi revoir au cas échéant les mesures fiscales autour de ce marché.

QUESTION 9 :

Dans le tableau A du présent projet de loi, les recettes du « Compte 72134 Frais d'obtention du titre foncier électronique sécurisé » passent de 30 000 000 000 BIF en 2025-2026 à 5 681 986 533 BIF en 2026-2027 ; soit -24 318 013 467 BIF (cf. page 77).

Or dans l'exposé des motifs du présent projet de loi des finances, un montant de 8 milliards de BIF a été prévu pour digitaliser les titres fonciers.

Monsieur le Ministre,

a) pourriez-vous nous expliquer les raisons de cette chute des prévisions des recettes sur ce compte ?

Réponse :

a) *La loi budgétaire 2025-2026 révisée a prévu un montant de 30 000 000 000 BIF à collecter en tenant compte de la numérisation de cinquante mille (50.000) titres déjà existants au niveau*

de la Direction des titres fonciers (DTF) à l'époque de la révision budgétaire où on avait travaillé sur l'hypothèse que toutes les propriétés considérées étaient de la même catégorie A (150 000BIF par are) et de même superficie (4 ares) pour calculer ces prévisions. Conformément à l'article 143 de la même loi qui donne un délai de 5 mois à tout détenteur de titre foncier de faire une demande du titre électronique sécurisé moyennant paiement des frais y relatifs pendant cette même période, compté à partir du 1^{er} janvier 2026, la DTF a donc lancé une campagne de paiement des frais de remplacement de ces titres au cours de la période qui devrait se clôturer au 31 mai 2026. Etant donné que le titre foncier électronique sécurisé ne s'acquiert qu'une seule fois, même le paiement des frais y relatifs devraient s'effectuer sans dépasser ces délais.

Pour l'exercice 2026-2027, les prévisions concernent essentiellement le paiement des frais relatifs aux nouvelles demandes de titres attendues et qui seront également fonction des résultats du recensement des propriétés en cours de préparation. D'où les prévisions ont été revues à la baisse. Cependant, compte tenu du niveau de paiement déjà effectué, il se remarque qu'il y a toujours des détenteurs des titres qui n'ont pas encore payé les frais d'obtention des titres électroniques sécurisés.

b) pourriez-vous donner la base des estimations qui vous a poussé à fixer les recettes à 5 681 986 533 BIF ?

Réponse :

La perception des frais d'obtention des titres fonciers électroniques sécurisés a commencé avec le mois d'octobre 2025. Or, le communiqué de la Direction des Titres Fonciers et du Cadastre National invitant les détenteurs des titres fonciers à venir payer ces frais est sorti le 23/03/2026. Au moment où les prévisions ont été faites, les données disponibles sur ce compte montraient que la moyenne mensuelle des recettes collectées sur ce compte était de 381 853 933,68 BIF. Ce montant a été multiplié par 12 pour trouver les recettes annuelles à collecter qui s'élèvent à 4 582 247 204,21 BIF. Sur cette estimation annuelle, un taux d'accroissement de 24% (représentant la moyenne des taux de croissance globale des recettes des 5 dernières années) a été appliqué pour trouver les prévisions estimatives de 5 681 986 533 BIF se trouvant dans le projet de loi des finances.

QUESTION 10 :

Dans le PTBA du présent projet de loi page 131, à la 13^{ème} ligne, il est prévu une location d'un véhicule protocolaire à Berlin par leasing, pour un montant de 44 772 000 BIF au profit de l'ambassade du Burundi à Berlin en Allemagne.

A la page 138, avant dernière ligne il est prévu un achat d'un véhicule de remplacement de celui à moteur diesel à La Haye pour un montant de 15 517 320 BIF et pour l'ambassade du Burundi à Washington, il est prévu un achat de 2 véhicules pour un montant de 44 398 200 BIF.

Monsieur le Ministre,

a) Pouvez-vous expliquer ces discordances ?

Réponse :

Les montants mentionnés pour les trois ambassades ne présentent aucune discordance. Les différences s'expliquent par trois paramètres techniques :

- (i) la catégorie du véhicule – à Berlin, il s'agit d'un véhicule protocolaire (limousine pour l'Ambassadeur), tandis qu'à La Haye et Washington, il s'agit de véhicules de liaison ;*
- (ii) la durée du leasing – 3 ans à Berlin pour garantir un renouvellement fréquent 5 ans à La Haye pour étaler les paiements sur une plus longue période ;*
- (iii) le nombre de véhicules – un seul à Berlin et à La Haye, deux à Washington. Ainsi, l'annuité de 44 772 000 BIF à Berlin (sur 3 ans), l'annuité de 15 517 320 BIF à La Haye (sur 5 ans) et le total annuel de 44 398 200 BIF pour deux véhicules à Washington reflètent des besoins opérationnels distincts, sans aucune incohérence.*

b) Si vous pouvez acheter un véhicule protocolaire pour l'ambassade du Burundi à La Haye pour 15 517 320 BIF, pourquoi ne pas l'acheter pour l'ambassade du Burundi à Berlin pour un montant de 44 772 000 au lieu de le louer en leasing ?

Réponse :

Le montant de 15 517 320 BIF pour La Haye n'est pas un prix d'achat, mais un loyer annuel dans le cadre d'un leasing de 5 ans. Il en va de même pour Berlin. Grâce au leasing sur 3 ans, la dépense est étalée sur cette période, soit 44 772 000 BIF par an. De plus, le leasing inclut souvent l'entretien et l'assurance. Bref, louer le véhicule de Berlin est tout aussi rationnel que louer ceux de La Haye et de Washington.

QUESTION 11 :

Dans le PTBA de ce projet de loi, il est prévu à la page 601, 16^{ème} ligne, une réhabilitation de 500 m du réseau des eaux usées de la ville de Bujumbura pour un montant de 651 224 679 BIF.

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous indiquer le tronçon à réhabiliter ?

Réponse :

Le réseau d'assainissement de la ville de Bujumbura est constitué de réseaux primaires, secondaires et tertiaires dont plusieurs sections sont vétustes et nécessitent des interventions de réhabilitation. Les travaux envisagés consisteront principalement au remplacement des anciennes buses dégradées par des conduites plus durables et mieux adaptées aux exigences actuelles d'exploitation.

La réhabilitation porte exactement sur 500 mètres du réseau des eaux usées de la ville de Bujumbura prévue dans le PTBA pour un montant de 651 224 679 BIF et ciblera prioritairement les quartiers Ngagara, Bwiza et Buyenzi, où les évaluations techniques ont révélé un niveau de dégradation plus avancé du réseau par rapport aux autres quartiers desservis.

Les interventions porteront sur les tronçons les plus critiques correspondant à l'enveloppe prévue.

Les tronçons à réhabiliter au cours de l'exercice budgétaire 2026-2027 sont les suivants :

N°	ADRESSE	LONGUEUR (en mètre)
1	NGAGARA, QUARTIER 5	120
2	BWIZA 5 ^{ème} AVENUE	60
3	BWIZA 6 ^{ème} AVENUE	102
4	BUYENZI 17 ^{ème} AVENUE	110
5	NGAGARA, QUARTIER 7	48
6	NYAKABIGA, Quartier III, 2 ^{ème} AVENUE	60
Total		500

QUESTION 12 :

Dans le PTBA de ce projet de loi, à la page 602, 15^{ème} ligne, il est prévu une restitution de 2,5 milliards de BIF représentant les frais de viabilisation aux 250 acquéreurs.

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous indiquer les sites concernés ?

Réponse :

Les restitutions concernent principalement les sites suivants :

N°	Site(s) concerné(s)	Motif de la restitution
1	Gisyo et Nyabugete 5	Parcelles inondées ou touchées par la nouvelle délimitation de la zone de protection définie par le Ministère de l'Environnement, Agriculture et Élevage.
2	Kigobe et Gisyo	Parcelles initialement attribuées puis retirées car situées dans des terrains réservés par l'État pour d'autres orientations (infrastructures publiques, équipements collectifs).
3	Nyabugete 4 et 5	Parcelles impactées par le projet d'adduction d'eau de la REGIDESO, financé par la Banque Mondiale.
4	Gisyo, Nyabugete, Nkenga	Cas de doubles attributions signalées (même parcelle attribuée à deux acquéreurs).

QUESTION 13:

Nous constatons qu'il est fréquent que la loi de finances déroge à certaines dispositions des textes spécifiques fiscaux, notamment :

- la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 régissant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales ;
- la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 relative aux impôts sur les revenus ;

- la loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant réforme de la fiscalité communale au Burundi.

Monsieur le Ministre, ne trouvez-vous pas qu'il vaudrait mieux que vous identifiiez, dans toutes ces lois, les dispositions qui ne sont plus à jour et de les actualiser au lieu de devoir les déroger ?

Réponse :

Oui, plusieurs dispositions des lois fiscales évoquées sont modifiées à travers la loi budgétaire qui est une loi fiscale par excellence et annuelle. C'est une réalité que ces lois dont la plupart datent de 2020 nécessitent une mise à jour (révision) pour justement désengorger la loi budgétaire qui compte aujourd'hui un bon nombre de dispositions légales suite à cette problématique de vouloir tout régler ou ajuster via cette loi. Signalons qu'au cours de l'exercice 2026/2027, une activité de révision de ces 3 premières lois de 2020, est prévue dans le PTBA du MFBEN

QUESTION 14 :

Au niveau du tableau A intitulé ventilation des ressources (page 72), nous constatons que les comptes 71113 et 71125 ont le même libellé « Impôts sur les revenus locatifs avec respectivement des prévisions de 23 604 088 866 BIF et 14 333 585 273 BIF.

Monsieur le ministre, pourriez-vous nous expliquer où réside la différence entre ces deux catégories de recettes ?

Réponse :

Les prévisions d'un montant de 23 604 088 866 du compte 71113 représentent l'impôt locatif sur les revenus des personnes physiques tandis que les prévisions d'un montant de 14 333 585 273 du compte 71125 représentent l'impôt locatif sur les revenus des sociétés.

QUESTION 15 :

Le présent projet de loi prévoit au niveau du tableau B intitulé classification économique globale des dépenses, au compte 26100 « Participation au capital » un budget de 12 milliards de BIF (page 86). A la lecture du tableau D, au niveau du budget du ministère des ressources minières, énergétiques, de l'industrie, du commerce et du tourisme, nous constatons que ce montant sera utilisé pour la libération du capital des sociétés SONALEK et SOTREVO (page 250).

Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous expliquer la différence entre les comptes 26100 « Participation au capital » et 26110 « Participation au capital des sociétés » sur lequel est prévu un budget de 105 milliards de BIF ?

Réponse :

Au niveau de la classification économique globale des dépenses, le compte 26100 « Participation au capital » est un compte général qui regroupe toutes les participations financières durables inscrites à l'actif (immobilisations financières) tandis que le compte 26110

« Participation au capital des sociétés » est un sous-compte utilisé pour enregistrer les titres de participation détenus dans des sociétés (actions, parts sociales).

En principe, les dépenses relatives aux participations au capital devraient être inscrites au budget du ministère en charge des Finances, qui assure la gestion des participations de l'Etat. Toutefois, dans le souci d'attirer l'attention de la structure sectorielle directement concernée et responsable du suivi des sociétés SONALEK et SOTREVO, les opérations de libération du capital au profit de ces sociétés ont été obligatoirement inscrites au budget du ministère en charge de l'Energie.

V. AMENDEMENTS PROPOSES

V.1. AMENDEMENT DE FORME

V. 1.1. AMENDEMENTS DE FORME SUR LA PARTIE DES DISPOSITIONS

N°	MATIERE AMENDEE		AMENDEMENTS	MOTIVATION
1	Table des matières	au niveau de l'en-tête	Supprimer le 2 ^{ème} groupe de mots « Loi de finances 2026/2027 »	Répétition inutile
2	Article 1	Texte de l'article, 2 ^{ème} ligne	Enlever le caractère gras sur le montant des ressources et faire de même à l'article 2 pour le montant des dépenses	Meilleure présentation
3	Tableau de l'article 2	En dessous du Compte 63, colonne intitulé « Budget 2026-2027 »	Enlever le caractère italique	Harmonisation des écritures
		Compte 67, colonne des libellés	Supprimer la virgule après le mot « sociales »	Correction d'une erreur de ponctuation (confer compte 671)
4	Article 3	En dessous du tableau	justifier le texte	Meilleure présentation
5	Tableau de l'article 3	2 ^{ème} ligne, colonne intitulé « budget 2026-2027 »	Mettre en gras le montant	Meilleure présentation
6	Tableau de l'article 4	Code 064	Ecrire « Dotation à la » au lieu de « Dotation de la » et faire de même aux codes 065, 066, 068 et 069	Meilleure formulation
7	Article 16	3 ^{ème} alinéa, 2 ^{ème} ligne	Supprimer le trait d'union entre les mots « délais » et « limites »	Correction d'une erreur d'orthographe

8	Article 17	3 ^{ème} alinéa, 1 ^{ère} ligne	Ecrire « télépayés » au lieu de « télé-payés »	Correction d'une erreur d'orthographe
9	Article 19	1 ^{er} alinéa, 4 ^{ème} ligne	Ecrire en minuscule l'initiale du mot « Etablissements » et faire de même à l'alinéa 4, 2 ^{ème} ligne	Abus de majuscules
		1 ^{er} alinéa, 5 ^{ème} ligne	Ecrire en minuscule l'initiale du mot « Administration » et faire de même à l'alinéa 4, 1 ^{ère} ligne	Même motivation
10	Article 25	Dernier alinéa	Justifier le texte	Meilleure présentation
11	Article 26	1 ^{ère} ligne	Numéroter les renvois par ordre croissant en commençant par 22	Meilleure présentation
12	Article 37	1 ^{er} alinéa, 2 ^{ème} ligne	Ecrire « francs Burundi » au lieu de « francs burundais » et faire de même partout où cela apparaît	Terme adéquat car BIF signifie « Francs Burundi »
13	Article 42	1 ^{ère} alinéa, 2 ^{ème} ligne	Ecrire en minuscules les initiales du groupe de mots « Administration Communale »	Abus de majuscules
14	Article 47	2 ^{ème} alinéa	Justifier le texte et faire de même à l'article 49, dernier alinéa	Meilleure présentation
15	Article 51	1 ^{er} alinéa, 3 ^{ème} ligne	Ecrire en majuscule l'initial du mot « conseil »	Forme usuelle
		2 ^{ème} alinéa, 1 ^{ère} ligne	Remplacer « sans préjudices aux » par « sans préjudices des » et faire de même aux articles 126, 258 et 260	Forme appropriée
16	Article 61	2 ^{ème} alinéa	Justifier le texte et faire de même à l'article 68 et 69	Meilleure présentation
17	Article 78	1 ^{er} alinéa, 4 ^{ème} ligne	Ecrire en minuscule les initiales du groupe de mots « Commissaire Général » et faire de même partout où cela apparaît	Abus de majuscules

18	Article 80	dernier alinéa, 3 ^{ème} ligne	Ecrire en minuscule l'initiale du mot « Administration » et faire de même partout où c'est nécessaire	Abus de majuscule
19	Article 95	1 ^{ère} ligne	Supprimer la virgule après le mot « bâtiments »	Correction d'une erreur de ponctuation
20	Article 123	littera b), avant dernier tiret	Ecrire sur une même ligne le montant et faire de même aux articles 142 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} ligne), 144 (littera a, 2 ^{ème} tiret), 167 (1 ^{er} alinéa, 2 ^{ème} et 3 ^{ème} lignes) et 271 (littera b)	Meilleure présentation
		littera b), dernier tiret	Mettre le dernier tiret au même niveau que les autres	Même motivation
21	Article 124	3 ^{ème} ligne	Ecrire « d'un million » au lieu de « de un million »	Correction d'une erreur d'écriture
22	Article 135	Dernier alinéa	Harmoniser la taille de la police avec celle des autres dispositions	Meilleure présentation
23	Article 144	littera c), 2 ^{ème} et 3 ^{ème} ligne	Mettre les groupe de mots « en BIF comme suit : » et « sont fixés » au même niveau et justifier le texte »	Meilleure présentation
24	Article 146	littera c), avant dernière ligne	Ecrire « (500 000 000 BIF) » au lieu de « (500 000 000) »	Omission
25	Article 147	dernier alinéa, dernière ligne	Ecrire « des infrastructures » au lieu « de l'infrastructure »	se conformer au terme utilisé dans l'appellation du ministère
26	Article 159	1 ^{ère} et 2 ^{ème} lignes	Supprimer les virgules après « revenu » et « (50 000 BIF) »	Ajout inutile
27	Article 162	tout	Justifier le texte et faire de même aux articles 163, 164, 168 (3 ^{ème}	Meilleure

		l'article	alinéa), 170 (2 ^{ème} et dernière alinéa) et 183 (3 ^{ème} alinéa)	présentation
28	Article 190	1 ^{ère} ligne	Ecrire « Par dérogation à » au lieu de « Par dérogation de »	Forme appropriée
			Ecrire « de la loi » au lieu de « de loi »	Omission
29	Article 193	Alinéa 2, 1 ^{ère} ligne	Supprimer le mot « ministérielle »	Ajout inutile
			Supprimer la virgule après le mot « conjointe »	Correction d'une erreur de ponctuation
30	Article 199	2 ^{ème} ligne	harmoniser la taille de police du groupe de mots « à dédouaner » avec celle des autres dispositions et faire de même à l'article 200 (2 ^{ème} alinéa)	meilleure présentation
31	Article 221	alinéa 2	justifier le texte	meilleure présentation
32	Article 251	6 ^{ème} alinéa	Mettre un point à la fin de l'alinéa	Omission
33	Article 274, tableau A	Compte 71423, colonne des libellés, page 73	Mettre une virgule après le mot soda et la conjonction «et » après le mot « jus » et faire de même au compte 7142300	Omission
		Compte 7233811, page 79	Ajouter « S » sur « ENTRANT »	Omission
		Compte 7322716, page 76	Ecrire « ELECTRIFIE » au lieu de « ELECTRICFIE »	Correction erreur de saisie
34	Article 274 tableau C	compte 62230, page 89	Remplacer la virgule par la conjonction « et » et faire de même partout où cela apparaît	Forme usuelle
36	Article 274, tableau D	Code 060, au niveau de l'intitulé du code, page 148	Enlever les accents sur le mot « GÉNÉRALE »	Les voyelles en majuscule ne prennent pas d'accents
		Code 078, 2 ^{ème} ligne budgétaire, page 151	Supprimer le chiffre « 1 » se trouvant devant le mot « Ambassade »	Correction d'une erreur de frappe

		Code 102, page 153	Supprimer la virgule entre « ASIE » et « ET »	Même motivation
		Code 042, les 2 dernières lignes budgétaires, page 163	Mettre les intitulés des lignes au même niveau que les codes des lignes et leurs montants	Meilleure présentation
		Code 080, 8 ^{ème} ligne budgétaire, page 239	Ecrire « REALISEES » au lieu de « R2ALISEES »	Correction d'une erreur de frappe
37	Article 274, tableau E	Code 539, page 270	Remplacer « E » par « DE » et faire de même à la 2 ^{ème} ligne budgétaire	Correction d'une erreur de saisie
		Code 539, 1 ^{ère} ligne budgétaire, page 270	Remplacer « ET » par « DE »	Même motivation
		Code 610, page 270	Ecrire « REHABILITATION » au lieu de « REABILITATION » et faire de même aux 2 lignes budgétaires correspondant	Même motivation
38	Article 274, tableau F	Code 501, page 272	Ecrire l'intitulé en majuscules	Harmonisation avec les autres écritures

V.1.2. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA

V.1.2.1. AMENDEMENTS DE FORME SUR TOUT LE TABLEAU

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	En-tête du document du projet de loi	Sur toutes les pages Mettre un « s » sur le mot finance	Reprendre l'écriture appropriée

V.1.2.2. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DE LA PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 9	12 ^{ème} ligne, colonne des intitulés Ecrire en minuscule les intitulés de tâches tout en commençant le premier mot par une lettre majuscule et faire de même partout où c'est nécessaire	Abus de majuscules

2	Page 10	8 ^{ème} ligne, colonne des résultats attendus	Ecrire en minuscule les résultats attendus tout en commençant le premier mot par une lettre majuscule et faire de même partout où c'est nécessaire	Abus de majuscules
---	---------	--	--	--------------------

V.1.2.3. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU SENAT

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 46	7 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « Des descentes assurées »	Meilleure formulation
		3 ^{ème} ligne à partir d'en bas, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Effectuer une mission officielle à l'étranger pour participer au tournoi interparlementaire EAC/EALA »	Meilleure formulation
		3 ^{ème} ligne à partir d'en bas, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « 1 mission officielle des participants au tournoi interparlementaire EAC/EALA effectuée »	Même motivation
		Avant dernière ligne, colonne des intitulés	Insérer « les » entre « Payer » et « frais »	Correction d'une erreur d'omission
2	Page 47	2 ^{ème} et 5 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ajouter le mot « des » avant le mot « sénateurs »	Même motivation

V.1.2.4. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 54	8 ^{ème} ligne, colonne des résultats attendus	Ecrire le résultat attendu comme suit : « Le matériel et fourniture du bureau achetés » et faire de même à la 11 ^{ème} ligne	Meilleure formulation

2	Page 55	Avant dernière ligne, colonne des intitulés	Supprimer le groupe de mots « de la Direction »	Répétition inutile
3	Page 55	12 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « Une réunion de coordination pour le suivi de la conformité des ASBL aux lois et règlements en vigueur tenue »	Meilleure formulation
4	Page 58	5 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes, colonne des résultats attendus	Reformuler le résultat attendu comme suit : « 6500 tôles achetées et distribuées » et faire de même aux pages 59 à 67 aux 5 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes	Meilleure formulation
5	Page 69	2 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et celle des résultats	Supprimer le groupe de mots « de jeux »	Mention inutile
6	Page 71	2 ^{ème} ligne colonne des résultats	Ecrire « 2 lots de matériel et fournitures de bureau achetés » au lieu de « 2 lot »	Pour être plus complet
		5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « employés » après le chiffre 5 et faire de même à la page 74, (4 ^{ème} ligne) et la page 74 (8 ^{ème} ligne)	Correction d'une erreur d'omission
7	Page 81	2 ^{ème} ligne, de bas en haut, colonne des intitulés	Ecrire l'intitulé comme suit : « Acheter 24 véhicules pic up pour les commissaires communaux conformément au nouveau découpage administratif »	Correction d'une erreur d'écriture
		Dernière ligne, colonne des intitulés et des résultats	Ecrire « Diesel » au lieu de « Diel »	Correction d'une erreur d'écriture
8	Page 82	7 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « policiers » au lieu de « polociens »	Correction d'une erreur d'orthographe

9	Page 86	8 ^{ème} et 9 ^{ème} lignes colonne des résultats	Ajouter le mot « effectué » après le mot « simulation » et « effectuées » après le mot « perquisition »	Correction d'une erreur d'omission
10	Page 105	4 ^{ème} ligne à partir d'en bas de la page, Colonne des résultats	Ecrire « missions » au lieu de « mossions »	Correction d'une erreur de saisie
11	Page 107	4 ^{ème} ligne à partir d'en bas de la page colonne des résultats	Ajouter le mot « achetés » après le mot « portables »	Correction d'une erreur d'omission
12	Page 109	15 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et des résultats	Remplacer le mot « machines » par le mot « ordinateurs »	Précision utile

V.1.2.5. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENT	MOTIVATION	
1	Page 116	10 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit « 1 session de commission mixte tenue à Bujumbura avec la Tanzanie »	Meilleure formulation
		11 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit « Des consultations politiques avec la Zambie organisées »	Meilleure formulation
2	Page 118	4 ^{ème} ligne, de bas en haut, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Organiser un atelier de validation du guide consulaire national »	Meilleure formulation
3	Page 121	4 ^{ème} ligne, colonne	Remplacer le mot « tenues » par le mot « effectués » et faire de	Terme approprié

		des résultats	même à la 5 ^{ème} ligne						
		7 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « payées » à la fin du résultat	Correction d'une erreur					
4	Page 122	10 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer le mot « tenue » par « organisée »	Terme approprié					
5	Page 123	3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler l'intitulé comme suit : « Organiser une retraite nationale de l'intégration régionale pour l'aligner à la Vision 2040-2060 »	Meilleure formulation					
		3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « organisée » au lieu de « tenue »	Terme approprié					
		5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter « organisé » après le mot « électronique »	Meilleure formulation					
6	Page 124	7 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Organiser un atelier de renforcement des capacités des membres de la cellule de passage des marchés publics sur les procédures de passage des marchés publics »	Meilleure formulation					
		Dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « 1 formation des inspecteurs et autres cadres du ministère en audit et contrôle interne organisée »	Meilleure formulation					
7	Page 125	4 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Remplacer « de la » par « du » et faire de même de la 3 ^{ème} à la 9 ^{ème} ligne	Correction d'une erreur grammaticale					
8	Page 126	5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « organisées » après le mot « planification »	Terme approprié					
9	Page 127	3 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Payer l'assurance des soins de santé du personnel de l'Ambassade à Abuja » et faire	Meilleure formulation					

			de même partout où cela apparaît dans les PTBAs des ambassades	
		3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais d'assurance santé pour 18 membres du personnel payés » et faire de même partout où cela apparaît dans les PTBAs des ambassades	Meilleure formulation
		14 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais liés à la célébration de la fête de l'indépendance du Burundi à Abuja payés » et reformuler de la même manière pour tous autres Ambassades	Meilleure formulation
10	Page 129	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « La chancellerie et appartement inaugurés »	Meilleure formulation
		8 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer « effectué » par « payé »	Terme approprié
11	Page 138	8 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer le mot « entretenues » par « payés »	Terme approprié
12	Page 141	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais de scolarité pour 6 enfants payés »	Meilleure formulation
		5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les indemnités et primes de technicité pour 3 personnes locales à Rusaka payés »	Meilleure formulation
13	Page 148	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats, de bas en haut	Reformuler le résultat comme suit : « Les services d'entretien des 2 véhicules de l'Ambassade à Rabat effectués »	Meilleure formulation
14	Page 153	11 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer le mot « entretenues » par « effectués »	Terme approprié
15	Page 155	11 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les indemnités et primes de technicité pour 2 personnes locales à Dubaï »	Meilleure formulation

		résultats	payées »	
16	Page 156	6 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les services d'entretien de 2 véhicules de l'Ambassade à Kigoma payés »	Meilleure formulation
17	Page 159	4 ^{ème} ligne, de bas en haut, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais de gardiennage pour 8 agents de sécurité payés »	Meilleure formulation
18	Page 162	Dernière ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « acheté » après le mot « Burundi »	Correction d'une erreur d'omission
19	Page 163	6 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « La restauration du personnel du protocole permanent à l'aéroport assurée »	Meilleure formulation

V.1.2.6. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 179	Dernière ligne, colonne des résultats	Ecrire le groupe de mots « nouvelles recrues » au lieu de « nouveaux recrues »	Correction d'une erreur de saisie
		Dernière ligne, colonne des résultats	Supprimer le mot « des » après le mot « profit »	Répétition inutile
2	Page 182	Dernière ligne, colonne des résultats	Ecrire « médicaments » au lieu de « médicament »	Correction d'une erreur de saisie
3	Page 183	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « octroyé » au lieu de « octroté »	Correction d'une erreur de saisie
		7 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « étendre » au lieu de « étendre »	Correction d'une erreur de saisie

V.1.2.7. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 241	8 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « 1 séminaire tenu avec 37 participants »	Meilleure formulation
2	Page 244	8 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « L'encadrement de 37 personnes des sections juridiques des EP et CRMCL assuré »	Meilleure formulation
		16 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « visité » après le mot « CRMCL »	Précision utile
3	Page 246	Dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Des séances de renforcement des capacités de 180 membres des commissions d'assistance judiciaire tenues »	Meilleure formulation
4	Page 247	2 ^{ème} , 3 ^{ème} , 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les honoraires des avocats qui assistent les vulnérables payés »	Meilleure formulation
5	Page 250	3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais liés à la célébration de la journée internationale de la paix payés et 1 kit scolaire distribué à 500 enfants rapatriés »	Meilleure formulation
6	Page 255	6 ^{ème} et 7 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Journée organisée »	Meilleure formulation
7	Page 256	6 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire le groupe de mots « appuyer les » au lieu du mot « appuyerles »	Correction d'une faute d'écriture
		6 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « 30 groupes formés et appuyés »	Meilleure formulation
		10 ^{ème} ligne,	Ajouter le mot « mobilisées »	Complément

		colonne des résultats	après le groupe de mots « 50 filles Batwa »	nécessaire
8	Page 259	Avant dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit « Tous les élus locaux de la commune sont renforcés en matière de lutte contre les VSBG »	Meilleure formulation
9	Page 267	Dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « 26 membres du personnel judiciaire sont formés »	Meilleure formulation
10	Page 268	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Des antivirus achetés et équipements entretenus »	Meilleure formulation
11	Page 276	7 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Frais d'assurance des équipements de la radio justice payés »	Meilleure formulation

V.1.2.8. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION SOCIALE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENT	MOTIVATION	
1	Page 292	6 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Remplacer le mot « par » par le mot « au »	Correction d'erreur de français
		12 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « l'Etat » au lieu de « l'état », faire de même partout où cela apparaît	Ecriture convenable
2	Page 293	3 ^{ème} ligne à partir d'en bas, colonne des intitulés	Ecrire l'intitulé comme suit : « Acquérir des switch CISCO certifiés »	Une tâche s'écrit en commençant par un verbe d'action
		4 ^{ème} ligne, à partir d'en bas, colonne des intitulés	Ecrire l'intitulé comme suit: « Acheter des équipements de remplacement » et faire de même partout où cela apparaît	Une tâche s'écrit toujours en commençant par un verbe d'action
3	Page 296	5 ^{ème} ligne à partir	Reformuler le résultat comme suit : « Les salaires des 15	Meilleure formulation

		d'en bas, colonne des résultats	employés du SEP/CNDS payés »	
4	Page 297	9 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « Célébration » au lieu de « Cellebration »	Correction d'une erreur d'orthographe
6	Page 299	12 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les indemnités kilométriques pour les 4 cadres nommés par décret payées »	Meilleure formulation
		4 ^{ème} ligne à partir d'en bas, colonne des résultats	Ecrire « Les arriérés payés » au lieu de « des acriérés payées »	Correction d'une erreur de saisie
7	Page 305	6 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « Renforcer » au lieu de « Renforecer » et faire de même à la 7 ^{ème} ligne	Correction d'une erreur de français
8	Page 306	5 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme : « Payer les frais de fonctionnement des guichets uniques » et faire de même aux 8 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes	Meilleure formulation
		5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « guichets » au lieu de « guchets » et faire de même aux 8 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes	Correction d'une erreur d'orthographe
9	Page 307	2 ^{ème} et 6 ^{ème} ligne, de bas en haut, colonne des résultats	Ecrire « familiale » au lieu de « familiale » et faire de même à la page 308, 4 ^{ème} ligne	Correction d'une erreur d'orthographe
10	Page 308	6 ^{ème} ligne de bas en haut, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais d'entretien du charroi payés » et faire de même partout où cela apparaît	Meilleure formulation
11	Page 309	8 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « Acheter » au lieu de « Achater » et faire de même aux 14 ^{ème} et 20 ^{ème} lignes	Correction d'une erreur d'orthographe
		8 ^{ème} ligne, colonne	Ecrire « acheté » au lieu de « achetés » et faire de même aux	Il s'agit d'acheter un lot

		des résultats attendus	14 ^{ème} et 20 ^{ème} lignes	seulement
12	Page 313	13 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Réunifier les enfants ayant l'âge de la scolarité, retirés de la rue, dans leurs familles biologiques ou tutrices »	Meilleure formulation
13	Page 314	3 ^{ème} ligne de, colonne des résultats	Compléter le résultat attendu par le groupe de mots « et les personnes handicapées »	Complément nécessaire
14	Page 317	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les factures des appareils de mobilités payées »	Meilleure formulation

V.1.2.9. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 328	Dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « 30 tambourinaires participent aux festivals »	Meilleure formulation
2	Page 332	Dernière ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « achetés » après « CLAC »	Correction d'une erreur d'omission
3	Page 335	3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « équipés » au lieu de « éaupés »	Correction d'une erreur de saisie

V.1.2.10. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 349	Dernière ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les allocations familiales pour 6 employés sous-statut payées » et reformuler de la même manière partout où cela apparaît sur toutes les pages sur lesquelles s'étend le PTBA de ce Ministère	Meilleure formulation

V.1.2.11. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 363	3 ^{ème} ligne colonne des résultats	Ajouter le mot « effectuées » après « PNAS »	Correction d'une erreur d'omission
		7 ^{ème} et 9 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Ecrire « nourris » au lieu de « norris »	Correction d'une erreur de saisie
2	Page 366	11 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « accompagnées » après le mot « personnes »	Correction d'une erreur d'omission
3	Page 368	6 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « Une clôture de 14 ateliers construite »	Meilleure formulation
		15 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et celle des résultats attendus	Ecrire « assurance » au lieu de « assurance »	Correction d'une erreur de saisie
4	Page 373	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « achetées » après « ENS »	Correction d'une erreur d'omission
5	Page 379	10 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « raison » au lieu de « raion »	Correction d'une erreur de saisie
		15 ^{ème} , 16 ^{ème} et 17 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Ajouter le mot « payés » après les mots « véhicules » et « papiers »	Ajout utile
6	Page 388	2 ^{ème} ligne de bas en haut, colonne des résultats	Supprimer « r » avant le nombre « 80 »	Correction d'une erreur de frappe

7	Page 393	Dernière ligne, colonne des intitulés	Ecrire « INTERNET » au lieu de « INERNET »	Correction d'une erreur de saisie
8	Page 401	8 ^{ème} et 16 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Ajouter le mot « acheté » après le mot « d'excellence »	Correction d'une erreur d'omission
9	Page 405	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « réhabilité » au lieu de « réhabilit »	Correction d'une erreur de saisie

V.1.2.12. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 409	5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « 1 bloc opératoire construit »	Meilleure formulation
2	Page 410	5 ^{ème} ligne, à partir d'en bas colonne des résultats	Ecrire « Les arriérés » au lieu de « La arriérés »	Correction d'une erreur de saisie
3	Page 411	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « parachevés » après le mot « Nyabikere »	Correction d'une erreur d'omission
4	Page 413	7 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « Acheter les fournitures de bureau » au lieu de « Acheter de fournitures de bureau »	Correction d'une erreur de saisie
5	Page 415	9 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ajouter le mot « handicapés » après le mot « patients »	Pour harmoniser avec le résultat attendu
6	Page 432	3 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et celle des résultats	Reformuler le groupe de mots « les audits semestriellement l'utilisation des fonds » comme suit : « les audits semestriels de l'utilisation des fonds »	Meilleure formulation
7	Page 433	10 ^{ème} ligne,	Supprimer le mot « du » se trouvant avant le « mot	Ajout inutile

		colonne des intitulés et celle des résultats	budgétaire »	
		10 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le mot « tenu » après le mot « réforme »	Correction d'une erreur d'omission
8	Page 435	Dernière ligne, colonne des intitulés et celle des résultats	Ajouter « à l' » avant le mot « Hygiène »	Correction d'une erreur d'omission
9	Page 443	8 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « Acheter du carburant » au lieu de « Acheter de carburant »	Correction d'une erreur de saisie
		19 et 20 ^{ème} lignes, colonne des intitulés	Ecrire « Acheter un ordinateur » au lieu de « Acheter des ordinateurs »	Etre en conformité avec les résultats attendus

V.1.2.13. AMENDEMENTS DE FORME SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 445	3 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Commencer l'intitulé de la tâche par un verbe d'action et faire de même partout où cette forme apparaît aux pages 457, 458, 462, 464 et 465	Forme appropriée
2	Page 456	11 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Remplacer le groupe de mots « Acquérir » par « Acquérir » et faire de même à la page 457, aux 7 ^{ème} , 8 ^{ème} , 9 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes	Correction d'une erreur de saisie
3	Page 457	2 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer le mot « tarmsportée » par « transportées »	Correction d'une erreur de saisie
		3 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Remplacer le mot « Suivi » par le groupe de mots « Elaborer et publier le »	Harmoniser avec le résultat attendu
4	Page 460	15 ^{ème} ligne, colonne	Ajouter le mot « tenues » après le mot « réunions »	Correction d'une erreur

		des résultats		d'omission
5	Page 461	9 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes, colonne des intitulés	Supprimer le groupe de mots « est disponible »	Ajout inutile
		9 ^{ème} et 10 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Reformuler le résultat attendu comme suit : « Une mission de contrôle des travaux effectuée »	Meilleure formulation
6	Page 472	5 ^{ème} ligne colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les frais de formation pour 15 lauréats payés »	Même motivation
7	page 475	2 ^{ème} et 4 ^{ème} lignes, colonne des résultats attendus	Ajouter le groupe de mots « pour protéger » après le mot « plantés » et faire de même partout où c'est nécessaire aux pages 476 à 487	Correction d'une erreur d'omission
8	Page 478	3 ^{ème} ligne de bas en haut, colonne des résultats	Ecrire « dans » au lieu de « ans » et faire de même aux pages 480, 482, 483 et 484	Correction d'une erreur d'omission
9	Page 479	3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « produits dans » au lieu de « produitsans » et faire de même à la page 486 et 487	Correction d'une erreur de saisie
		2 ^{ème} ligne de bas en haut, colonne des résultats	Supprimer « ans » après le mot « dans »	Ajout inutile
10	Page 488	13 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « effectuée » après le mot « descente »	Correction d'une erreur d'omission
11	Page 489	2 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Le charroi de l'OBPE assuré »	Meilleure formulation
		16 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Des plants plantés, entretenus et suivis »	Meilleure formulation
		17 ^{ème}	Reformuler le résultat comme	Correction d'une

		lignes, colonne des résultats	suit : « Les incitations nuisibles à la biodiversité identifiées et réduites »	erreur d'omission
12	Page 490	12 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les contributions du gouvernement payées »	Meilleure formulation
		Dernière ligne, colonne des résultats	Ajouter le groupe de mots « produits et plantés » après le mot « plants »	Correction d'une erreur d'omission
13	Page 491	2 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le groupe de mots « et plantés » après le mot « produits »	Correction d'une erreur d'omission
		19 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Un atelier pour le suivi de l'état de mise en œuvre tenu »	Meilleure formulation
14	Page 492	2 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ajouter le groupe de mots « et d'eucalyptus » après le mot grevillea	Correction d'une erreur d'omission
15	Page 497	8 ^{ème} et 12 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Ajouter le mot « payée » avant « (DAT) »	Correction d'une erreur d'omission
16	Page 499	9 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et celle des résultats	Ecrire « acclimatation » au lieu de « acclimation »	Correction d'une erreur de saisie
17	Page 501	3 ^{ème} ligne, colonne des résultats	ajouter le mot « produits » après le mot « avocatier »	Correction d'une erreur d'omission
18	Page 506	12 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Ecrire « itinéraires » au lieu de « itinaires »	Correction d'une erreur de saisie
19	Page 509	5 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Ecrire « 1 bâtiment réhabilité » au lieu de « 1 batimentré habilité »	Correction d'une erreur de saisie
20	Page 511	12 ^{ème} ligne,	Remplacer « à effectuer » par	Correction d'une

		colonne des résultats	« effectuées »	erreur de saisie
		15 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Les factures d'eau et d'électricité payées »	Meilleure formulation
21	Page 513	2 ^{ème} , 3 ^{ème} , 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} lignes, colonne des intitulés	Utiliser le verbe « Organiser » à la place de « Effectuer »	Verbe approprié
		2 ^{ème} , 4 ^{ème} et 5 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Remplacer le mot « effectués » par « organisés »	Verbe approprié
		dernière ligne, colonne des résultats	Remplacer le mot « explorées » par « effectuées »	Même motivation
22	Page 514	4 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer le groupe de mots « sont suivis » par « effectuées »	Verbe approprié
23	Page 517	12 ^{ème} ligne	Remplacer le verbe « Effectuer » par le verbe « Organiser » dans la colonne des intitulés et « effectué » par « organisé » dans la colonne des résultats	Verbe approprié
24	Page 519	2 ^{ème} ligne, de bas en haut, colonne des résultats,	Remplacer « organisées » par « suivies » et faire de même aux pages 520, 7 ^{ème} ligne et 521, 8 ^{ème} et 14 ^{ème} lignes	Verbe approprié
25	Page 522	6 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Payer les contributions de l'Etat à la sécurité sociale de 486 personnes sous contrat »	Meilleure formulation

V. 2. AMENDEMENTS DE FOND

V.2.1. AMENDEMENTS DE FOND SUR LA PARTIE DES DISPOSITIONS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATION
1	Au niveau de l'en-tête du projet de loi	Mettre l'en-tête et l'emblème de la République du Burundi	Omission
2	Titre du projet de loi, 2 ^{ème} ligne	Ecrire « 2026-2027 » au lieu de « 2026/2027 » et faire de même partout où cela apparaît dans le projet de loi	L'écriture 2026-2027 fait référence à un intervalle de temps qui désigne une période budgétaire allant du 1 ^{er} juillet 2026 au 30 juin 2027
		Remplacer le groupe de mots « LA REPUBLIQUE DU BURUNDI » par « L'ETAT » et le titre du projet de loi devient: « PROJET DE LOI N°1/...DU.../.../2026 PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT POUR L'EXERCICE 2026-2027 »	Se conformer à la loi organique relative aux finances publique en son article 10 et harmoniser avec les écritures des articles 2 et 3
3	Au niveau des visas	après le 7 ^{ème} visa Ecrire un nouveau visa comme suit : « Vu la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est-Africaine ; »	Certaines dispositions du présent projet de loi font référence à cette loi (confer articles 227 et 245)
4	Article 1	Texte de l'article Remplacer le groupe de mots « la République du Burundi » par « l'Etat » et le texte devient : « Les ressources du budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027... »	Se conformer à la loi organique relative aux finances publique en son article 10
5	Article 17	4 ^{ème} ligne Remplacer « jour j+1 » par « le jour suivant » et faire de même aux articles 71 et 86	Pour faciliter la compréhension

6	Article 19	Alinéa avant dernière ligne	1,	Remplacer « 01 » par « 1 ^{er} » et faire de même partout où cela apparaît	L'abréviation pour le premier jour d'un mois s'écrit avec un chiffre suivi des lettres "er" en exposant (ou sur la même ligne), pour indiquer qu'il s'agit du "premier" et non du chiffre "un".
7	article 35	2 ^{ème} ligne		ajouter « 2018-2027 » après le groupe de mots « Plan National de Développement »	Précision utile
8	Article 43	Tout l'article		Reformuler l'article comme suit : « Les ministres ayant les finances et les infrastructures dans leurs attributions, actualisent par voie d'ordonnance, au cas échéant, les taux de location des biens immeubles et meubles de l'Etat. »	Meilleure formulation
9	Article 55	2 ^{ème} alinéa, 1 ^{ère} ligne		Ajouter le groupe de mots « affaires et promenade » et l'alinéa devient : « A cet effet, aucun marché de fourniture de véhicules de type affaires et promenade des établissements publics à caractère administratif, commercial, social ou industriel ainsi que les administrations personnalisées de l'Etat n'est autorisé à excéder un montant de trois cent cinquante millions de francs Burundi (350 000 000 BIF) TVAC, exception faite aux véhicules protocolaires. »	Omission (voir le projet de loi de finances version du gouvernement (article 57, page 22))
10	Article 58	Alinéa 3 ^{ème} ligne	1,	Ajouter le groupe de mots « sous forme de tranches » après le mot « dépenses » et l'alinéa devient : « Au titre de la gestion budgétaire 2026/2027, les ministères et les institutions constitutionnelles autorisés, par dérogation aux dispositions de l'article 23 de la présente loi, à engager, liquider et ordonnancer certaines catégories de dépenses sous forme de	Précision utile

			tranches, sont habilités à utiliser, pendant une période n'excédant pas trois (3) mois à compter de l'ouverture de l'exercice, les ressources mises à leur disposition pour l'exécution des marchés publics en cours à la clôture de l'exercice précédent. »	
11	Article 192	Alinéa 2	Reformuler l'alinéa comme suit : « Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la santé et les finances dans leurs attributions, détermine les tarifs de ces redevances et leurs modalités de recouvrement. »	Meilleure formulation
12	Article 198	1 ^{ère} ligne	Remplacer le groupe de mots « pendant la nuit » par « après les heures de service » et l'alinéa devient : « Au titre de la gestion budgétaire 2026-2027, les prestations effectuées après les heures de service et/ou les jours fériés, sur demande du contribuable, sont subordonnées à une redevance de dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF) par jour. »	Précision utile
13	Article 209	Alinéa 2	Reformuler l'alinéa comme suit : « Une ordonnance conjointe des ministres ayant la santé, la protection sociale et les finances dans leurs attributions, détermine la nouvelle stratégie de contractualisation des soins avec les hôpitaux et pharmacies prestataires des services, tenant compte à la fois des besoins, des moyens mais aussi et surtout de l'élément contrôle pour une gestion efficace et efficiente des finances publiques. »	Meilleure formulation de l'alinéa pour tenir compte de l'implication du ministre ayant la protection sociale dans ses attributions
14	Article 220	Dernier alinéa	Ecrire « alinéa 3 » au lieu de « alinéa 2 »	Correction d'une erreur de renvoi

15	Article 233	Alinéa 2, 1 ^{ère} ligne	Reformuler le groupe de mots « Sans préjudice à l'alinéa précédent » comme suit : « Sans préjudice des dispositions de l'alinéa précédent »	Meilleure formulation
		Compte 71113 et 71125, au niveau des libellés	Ajouter respectivement les groupes de mots « des personnes physiques » et « des sociétés » et les comptes s'écrivent : « 71113 Impôts sur revenu locatif sur les personnes physiques » et « 71125 Impôt sur les revenus locatifs des sociétés »	
16	Article 274, Tableau A	Compte 71116, 3 ^{ème} colonne, page 72	Ecrire « 10 000 000 000 » au lieu de « 4 000 000 000 » et ajuster les totaux	Prévision raisonnable car la distribution s'effectue après la collecte
		Compte « 72134 Frais d'obtention du titre foncier électronique sécurisé », page 77	Ecrire « 30 000 000 000 » au lieu de « 5 681 986 533 » et ajuster les totaux	Prévision réaliste
17	Article 274, Tableau B	Compte 17212 et 17222, page 88	Ajouter respectivement « (Dette bilatérale) et « (Dette multilatérale) après le mot rembourser; les comptes et faire de même au tableau C aux mêmes comptes (page 108) et les comptes deviennent : - « 17212 Capital à rembourser (Dette bilatérale) » - « 17222 Capital à rembourser (Dette multilatérale) »	Précision utile pour distinguer les deux libellés pour un lecteur non avisé (confer Tableau D, au niveau du ministère des finances, 042, les 2 dernières lignes budgétaires page 163)
18	Article 274, Tableau C	Page 92, code 03	Ecrire « PRIMATURE » au lieu de « PREMIER MINISTERE » et faire de même au niveau du code 03 du tableau D, page 131	Terme adéquat
	Article 274, Tableau D	Page 147, au niveau des codes 073 et 074	Ecrire respectivement les intitulés « Direction de l'Assistance Sociale » et « Direction de la Réinstallation et Réhabilitation Sociale des Sinistrés »	Correction d'une erreur d'omission

19	Article 274, Tableau D	Code 098, 1 ^{ère} ligne budgétaire page 153	Remplacer « AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAVANE » PAR « REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE »	Harmoniser avec les écritures des lignes budgétaires des autres ambassades
20	Article 275	Tout l'article	Reformuler l'article comme suit : « Les tableaux de ventilation par programme ou dotation sur les ressources nationales, les projets annuels de performance des ministères et le plan de travail et budget annuel des projets financés par les partenaires au développement font partie intégrante de la présente loi. »	Précision utile

V.2.2. AMENDEMENTS DE FOND SUR PTBA

V.2.2.1. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU SENAT

N°	MATIERE AMENDEE		AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 45	En dessous de la 16 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Créer une tâche intitulée « Effectuer des descentes des commissions permanentes pour le suivi de la mise en œuvre des budget-programme » avec comme résultat attendu « 12 descentes effectuées pour le suivi de la mise en œuvre du budget-programme » pour un montant de « 80 000 000 » sur la ligne budgétaire : « 06000010076611011000011111 et ajuster le tableau des dépenses au niveau du Sénat ainsi que les totaux des dépenses partout où c'est nécessaire	Prise en charge d'une activité indispensable
2	Page 46	En dessous de la 2 ^{ème} ligne	Créer une tâche intitulée : « Construire la salle des plénières et bureau du Sénat, phase I » avec comme résultat attendu « Une salle des plénières construite » pour un montant de « 3 310 180 080 » sur la ligne budgétaire : « 06000010042122011000011101 et ajuster le tableau des dépenses au niveau du Sénat ainsi que les	Procurer au Sénat sa propre salle des plénières

			totaux des dépenses partout où c'est nécessaire	
--	--	--	--	--

V.2.2.2. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DE LA CENI

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 49 12 ^{ème} ligne, colonne des budgets	Ecrire « 50 000 000 » au lieu de « 25 000 000 » et faire des ajustements des totaux partout où c'est nécessaire	La CENI est en pleine période électorale

V.2.2.3. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 53 2 ^{ème} ligne, colonne structure responsable	Ajuster la hauteur de la cellule pour que son contenu soit lisible en entièresité et faire de même partout où cela est nécessaire	Permettre la lisibilité du contenu

V.2.2.4. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 326 4 ^{ème} ligne, colonne des intitulés et celle des résultats	Ecrire la tâche intitulée comme suit : « Acheter un tapis synthétique pour le terrain de football situé en commune Ntahangwa, zone Kinama » avec le résultat attendu libellé ainsi : « Tapis synthétique acheté » en remplacement de celui de la Commune Cibitoke, zone Rugombo	Prendre en compte la proposition du ministère sectoriel

V.2.2.5. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS
1	Page 363 4 ^{ème} , 5 ^{ème} et 6 ^{ème} lignes, colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Ecoliers nourris en alimentation riche en protéine »	Meilleure formulation
	7 ^{ème} , 8 ^{ème} et 9 ^{ème}	Reformuler le résultat comme suit : « Ecoliers nourris en bouillie »	Meilleure formulation

		lignes, colonnes des résultats		
		10 ^{ème} ligne colonne des résultats	Reformuler le résultat comme suit : « Le programme d'alimentation scolaire pérennisé pour 497 429 écoliers »	Meilleure formulation
2	Page 388	Avant dernière ligne, colonne de résultats	80 itinérances organisées	Meilleure formulation

V.2.2.6. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 414	4 ^{ème} ligne, du bas vers le haut, colonne des résultats	Remplacer le résultat attendu par : « Les médicaments, équipements, produits médicaux et de laboratoires pour la lutte contre la Tuberculose et la lèpre fournis »	Correction d'une erreur de copier-coller (confer 5 ^{ème} ligne du bas vers le haut colonne des résultats)
2	Page 415	3 ^{ème} ligne, du bas vers le haut, colonne des résultats	Remplacer « trimestrielle » par « semestrielle »	Etre en conformité avec l'intitulé de la tâche (confer 10 ^{ème} ligne, colonne des intitulés)

V.2.2.7. AMENDEMENTS DE FOND SUR LE PTBA DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

N°	MATIERE AMENDEE	AMENDEMENTS	MOTIVATIONS	
1	Page 446	Code 04401, après la page 446	Refaire la pagination en insérant le numéro de la page (447) et en réajustant les numéros des pages jusqu'à la fin du document	Correction d'une erreur de saut numéro de page
2	Page 458	5 ^{ème} ligne, de bas vers le haut	Supprimer toute la ligne	Il s'agit d'un doublon de la 6 ^{ème} ligne, du bas vers le haut
3	page 465	16 ^{ème} ligne, colonne des intitulés	Reformuler l'intitulé comme suit : « Effectuer des descentes pour identifier les usines de transformation agricole »	Pour être en conformité avec le résultat attendu

4	Page 466	2 ^{ème} ligne, colonne des résultats	Remplacer « 40 main d'œuvres payés » par « Les sites piscicoles et les collecteurs des données statistiques entretenus »	Pour être en harmonie avec l'intitulé de la tâche
5	Page 488	5 ^{ème} ligne, du bas en haut, colonne des résultats attendus	Remplacer « 1 contrat signé » par « Le parc informatique entretenu »	Pour être en harmonie avec l'intitulé de la tâche
6	Page 522	6 ^{ème} ligne, colonne des résultats attendus	Remplacer « 499 personnes sous statut » par « 486 personnes sous contrat »	Etre en harmonie avec le contenu de l'intitulé de la tâche

VI. CONCLUSION

Le présent projet de loi des finances sous analyse fixe le budget général de l'Etat pour l'exercice 2026-2027.

En effet, il constitue un acte juridique qui est soumis au vote du Parlement pour qu'il autorise au Gouvernement à prélever les recettes publiques au moyen de l'impôt et à exécuter des dépenses publiques.

L'analyse de ce projet de loi des finances donne au Parlement l'occasion de faire un contrôle à priori des projets et programmes que le Gouvernement prévoit pour cette année et d'approuver la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'Etat ainsi que l'équilibre budgétaire et financier qui en résulte.

Sa préparation s'inscrit dans une logique de budgétisation pluriannuelle orientée vers la performance et prend en compte les orientations et les recommandations formulées par le Parlement lors de la présentation du document de programmation budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP) 2026-2027 à 2028-2029.

En outre, il vise à :

- soutenir la mise en œuvre des actions et politiques sectorielles susceptibles de favoriser une croissance vigoureuse et durable en consolidant les acquis de la réforme du budget programme en cours d'implémentation, depuis l'exercice 2023-2024 ;
- renforcer la décentralisation et la déconcentration pour rapprocher l'administration des citoyens et améliorer le développement local par la mise en œuvre de la loi organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant détermination et délimitation des provinces, des communes, des zones et collines du Burundi ;
- intégrer les activités jugées prioritaires des communes et des provinces financées sur le budget général de l'Etat, les activités phares des différents ministères issues du pré-cadrage, les activités issues des directives du Parlement ainsi que les activités retenues dans le cadre de la mise en œuvre du programme de stabilisation macroéconomique 2025-2027 ;

- tenir compte de la revue générale des objectifs spécifiques et des indicateurs de mesure de la performance du Projet Annuel de Performance (PAP), outil central de budgétisation axée sur les résultats ;
- intégrer, dès le départ, l'analyse des risques et facteurs pouvant affecter la programmation budgétaire : (i) les risques macroéconomiques, (ii) les risques liés à la dette publique, (iii) les risques géopolitiques, (iv) les risques liés au secteur financier, (v) les risques institutionnels, (vi) les risques liés aux entreprises publiques et (vii) les risques spécifiques ;
- rationaliser des dépenses publiques en prenant en compte les marchés en cours de l'exercice 2025-2026 identifiés et ne pouvant pas être liquidés avant le 10 juin 2026 comme les montants restants dus, dans les PTBA de l'exercice 2026-2027.

Pour toutes ces raisons, la Commission permanente chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, des questions sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture, qui fait d'abord siens les amendements de l'Assemblée nationale, demande à l'Assemblée plénière du Sénat d'adopter le projet de loi moyennant les amendements proposés.

**POUR LA COMMISSION PERMANENTE CHARGÉE DES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES, DES FINANCES, DU BUDGET, DE
L'ENVIRONNEMENT, DES QUESTIONS SOCIALES, DE LA JEUNESSE,
DES SPORTS ET DE LA CULTURE,**

Sénatrice Imelde SABUSHIMIKE, Présidente

